

nable ministre. Je suis heureux de savoir que l'honorable ministre n'est pas responsable de ce qui à première vue paraît être une ruse grossière, et je lui recommande de retrancher ce mot à l'avenir, ou d'ajouter une note indiquant que l'état comprend les dépenses vérifiées seulement et nulle autre.

M. FOSTER : Certainement, tout le monde le constatera en examinant le relevé.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Non, pas tout le monde. Loin de là, dans tout le pays, dans tous les journaux de l'honorable ministre, en commençant par le *Mail-Empire*, ces états ont été acceptés comme représentant l'état réel de la situation financière, et de longs articles ont été écrits me traitant de calomniateur du crédit du Canada, parce que j'avais dit que le déficit réel pour les neuf mois était de plus de \$5,000,000, quand il n'était réellement que de \$500,000.

Maintenant, M. l'Orateur, j'attire l'attention de la Chambre sur le degré d'absurdité où l'on peut arriver au moyen de la tenue des livres. Nous savons tous que l'exercice 1894 s'est terminé avec un déficit d'un million et un quart de piastres ; il n'y a pas à le nier. Pour les neuf mois expirant le 31 mars 1894, on a donné les recettes comme étant de \$27,845,000, et les dépenses de \$23,331,000, laissant un excédant nominal sur les opérations durant ces neuf mois de \$4,514,000, avec un déficit réel de \$1,210,000. Le 30 avril, les recettes ont été indiquées comme étant de \$30,288,000, et les dépenses de \$25,515,000, donnant un surplus nominal de \$4,773,000, avec un déficit réel de \$1,210,000, comme auparavant. Le 31 mai, les recettes ont été de \$32,911,000, et les dépenses de \$28,840,000, donnant un excédant nominal de \$4,071,000, avec un déficit réel de \$1,210,000, comme auparavant.

Le 30 juin, à la date du 4 juillet, les recettes sont données comme étant de \$35,382,000, et les dépenses de \$30,755,000, faisant voir un excédant nominal de \$4,627,000, tandis que le déficit réel était de \$1,210,232.

L'honorable ministre peut-il nier l'exactitude d'un seul de ces états ? Peut-il nier que nous avons clos le dernier exercice avec un déficit de \$1,210,000 ? Peut-il nier le fait que le dernier jour de ce mois nos recettes avaient diminué de trois millions et un quart et que nos dépenses avaient augmenté d'un demi-million de piastres ? Ces états sont extraits de ses propres rapports officiels ; ce sont les états qu'il a lui-même fournis ; des états qui, en tout cas, viennent de son ministère, qu'il les ait vus ou non, et je suppose, d'après le principe qu'il a énoncé, il y a quelque temps, savoir : que le ministre est obligé d'accepter les états préparés par ses subalternes, je suppose, dis-je, que ces états doivent être acceptés par lui de bonne foi ou bien il devra renvoyer les employés qui les ont préparés.

Maintenant, quant au fait de savoir si, durant les trois prochains mois, nous perdrons un autre million de piastres soit à cause des dépenses supplémentaires ou de la diminution des recettes, je me contenterai de dire que si le premier jour d'avril 1895, vous avez un déficit déterminé de \$5,016,000, il est peu probable que vous puissiez améliorer sensiblement cet état de choses durant ces trois mois. Néanmoins, c'est un sujet sur lequel j'aurai avant peu l'occasion d'interroger l'honorable ministre, car j'ai l'intention de lui demander le plus

tôt possible quelles peuvent être les dépenses et les recettes durant la première quinzaine d'avril. Il a peut-être ces chiffres dans le moment.

M. FOSTER : Je ne les ai pas dans ma poche, mais je pourrai les soumettre lundi à la Chambre. Je ne garde pas ces états sous mon oreiller.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ni dans votre tête probablement ; car ils pourraient troubler votre sommeil, je le comprends fort bien.

De plus, voici un fait significatif que je constate dans le rapport de l'honorable ministre. Il y a quelque temps, on s'en souvient, l'honorable ministre nous a déclaré péremptoirement qu'il allait mettre fin à l'augmentation de la dette nette ; cependant, le 31 mars 1894, le chiffre total de la dette nette s'élevait à \$240,189,000, et le 31 mars 1895, à \$248,150,000, soit une augmentation de \$8,000,000 dans le cours d'une année.

La Chambre se souviendra que si je fais erreur, je suis prêt à me laisser reprendre. Si j'ai en aucune façon exagéré les faits, si j'ai d'une manière quelconque mal interprété les rapports de l'honorable ministre, je suis prêt à le reconnaître immédiatement.

Le discours du trône nous a informé que Son Excellence regrette que, bien que la crise n'ait pas diminué considérablement notre commerce avec l'étranger—

Cependant, à raison de la diminution dans le prix des marchandises et des récentes réductions et aussi de suppressions de taxes, il s'en est suivi une diminution sérieuse dans le revenu provenant des douanes et de l'accise. Dans le but d'établir l'équilibre entre le revenu et la dépense pour l'année prochaine, il sera nécessaire de fixer les appropriations pour les différentes parties de l'administration avec la plus grande économie possible.

Eh bien ! M. l'Orateur, j'ai écouté attentivement le discours du trône. J'ai écouté attentivement les discours de ceux qui ont présenté et appuyé l'adresse, et j'ai écouté avec non moins d'attention le discours de l'honorable ministre. La conclusion que j'ai tirée de ces différents discours—si je fais erreur le ministre des Finances pourra me corriger—c'est que, soit que le déficit s'élève à cinq millions ou qu'il soit de six millions, la résolution de l'honorable ministre est de ne rien faire, l'honorable ministre a l'intention de se croiser les bras, il espère que les choses s'amélioreront sous peu. L'honorable ministre me rappelle le paysan de la fable d'Esopé qui s'était assis sur le bord d'une rivière attendant, pour la traverser, que les eaux fussent écoulées.

L'honorable ministre n'a aucune ressource. Il se contente de vous dire qu'il se propose de pratiquer l'économie. Eh bien ! l'honorable ministre sait qu'il est facile de penser à l'économie et difficile de la pratiquer. L'honorable ministre a des collègues, quelques-uns très près de lui qui n'ont pas l'intention de pratiquer l'économie ; des collègues qui durant la récente tournée électorale, ont déclaré publiquement—et avec assez de raison, je crois—que la seule différence entre eux et ces gits avarés était qu'ils ne craignaient pas de dépenser les deniers publics pour l'avantage de leurs amis. Comment cela s'accorde-t-il avec “fixer les appropriations pour les différentes parties de l'administration avec la plus grande économie possible.” Et je crois que l'honorable ministre des Travaux publics (M. Ouimet) devra se prononcer. L'honorable monsieur, que je regrette de ne pas voir à